



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale Jura et Saône-et-Loire
Antenne de Mâcon
37 boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Le 13 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/04/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Sobotram Transports et Logistique

25 - 33 rue Paul Sabatier
71530 Crissey

Références : LW/NM/2022/M_193

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2022 dans l'établissement Sobotram Transports et Logistique implanté 25 - 33 rue Paul Sabatier 71530 Crissey. L'inspection a été annoncée le 30/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée dans le cadre d'un exercice PPI (plan particulier d'intervention) organisé par le bureau de la sécurité civile et de la défense (BSCD) de la préfecture de Saône-et-Loire en application de l'article R. 741-32 du code de la sécurité intérieure. Elle avait pour objectif d'observer principalement la première partie de l'exercice, la survenue de l'incident et le déclenchement du plan d'opération interne (POI) de l'exploitant.

1-1) Cadre de l'exercice déterminé par le BSCD

Type :

Accident industriel sur le site Sobotram de Crissey nécessitant la mise en oeuvre du plan particulier d'intervention (PPI).

Durée :

Environ 3 heures.

Scénario :

Début d'incendie dans la cellule E3 du bâtiment E, contenant des liquides inflammables, à la suite de la chute d'un gros récipient pour vrac (GRV) qui s'enflamme à cause d'une source de chaleur (probablement due à une étincelle générée par un matériel de manutention). Ensuite, extension du

feu jusqu'à ce que le rack qui a été choqué par le préparateur de commande, finisse par s'écrouler générant un embrasement général de la cellule, faisant craindre une propagation de l'incendie à la cellule adjacente E2. Lors de cet effondrement, il y aura deux blessés brûlés par projections.

Objectifs visés par le BSCD :

Cet exercice doit permettre d'éprouver :

- le déclenchement du POI (plan d'opération interne) et la mise en place de la cellule d'urgence par l'exploitant, l'interface entre le POI et le PPI, le déclenchement du PPI, avec la mise en œuvre de la sirène afférente et l'évacuation du personnel de la société Sobotram ;
- la mise en œuvre du PCO (poste de commandement opérationnel) et l'activation du COD (centre opérationnel départemental) ;
- le bouclage de la zone (cf. conventions d'exercice) ;
- le bien-fondé des informations obtenues par les pompiers et les conditions d'intervention et de conduite des secours ;
- la production de communiqués de presse et de messages sur les réseaux sociaux précédés de la mention « exercice », sans diffusion ;
- la participation de la CASU (cellule d'appui aux situations d'urgence) et le test de l'équipement mobile de détection du chlore de l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Sobotram Transports et Logistique
- 25 - 33 rue Paul Sabatier 71530 Crissey
- Code AIOT dans GUN : 0005401481
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

La société Sobotram Transports et Logistique, dont le siège social est situé 33 rue Paul Sabatier à Crissey, exploite sur ce même territoire, une plate-forme logistique composée de cinq bâtiments de stockage (A, B, C/D, E et H) et d'un atelier mécanique.

L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2018-82.2.07-02759 du 23 mars 2018.

Par ailleurs, le site relève des articles L. 515-32 et L. 515-36 du code de l'environnement concernant les installations dans lesquelles des substances, préparations ou mélanges dangereux sont présents dans des quantités telles qu'ils peuvent être à l'origine d'accidents majeurs (Seveso) et telles qu'ils engendrent des dangers particulièrement importants pour la sécurité et la santé des populations voisines et pour l'environnement (Seveso seuil haut). En effet, l'établissement répond à la règle de dépassement direct seuil haut, définie au I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement. D'autre part, des servitudes d'utilité publique, visant à réglementer l'urbanisation autour du site, ont été actées par arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2018-30-1 du 30 janvier 2018.

L'activité de stockage temporaire de déchets relève enfin de l'application de la directive n° 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles transposée en droit français.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mise en œuvre du plan d'opération interne (POI) avant le déclenchement du plan particulier d'intervention (PPI)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Mise à jour du POI	Code de l'environnement, article L. 515-41	/	Sans objet
Mise en oeuvre du POI dans la zone d'exercice du site	Autre Plan d'opération interne version du 06/03/2020	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Mise en oeuvre du POI au poste de commandement de l'établissement	Autre Plan d'opération interne version du 06/03/2020	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection :

2 non-conformités ont été constatées, sur le thème suivant :

- la mise à jour du plan d'opération interne (POI) ;

4 demandes de compléments sont formulées concernant :

- l'exploitation des données fournies par la station météo ;
- le positionnement des appareils de détection et des manches à air ;
- la formation de l'ensemble des différents opérateurs et intervenants dans l'établissement;
- l'organisation, la répartition des rôles et des fonctions du personnel.

Ces éléments sont détaillés au travers des fiches de constats disponibles en partie 2-4 (fiches de constats non communicables et/ou non communicables et non consultables au sens de l'instruction du gouvernement du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les ICPE).